Conscience d’hier et vouloir de demain

Avec plus de violence et
d'ampleur que jamais, la guerre persiste. De nouvelles générations
sont successivement jetées dans le creuset d'où sortira
ce que le langage usuel nous fait appeler la paix, mais qui ne sera,
en fait, qu'une trêve entre les impérialismes fatigués
et un répit laissé à des peuples à bout
de souffle.
Des pays entiers sont
vidés de leurs forces créatrices, d'autres les
prodiguent encore ; cependant que des conférences, des
accords, des missions diplomatiques se succèdent, accommodant
tristement le présent et « préparant »
l'avenir avec non moins de cynisme.
Et pendant ce temps, aux
abords ou au loin des champs de bataille, — comme si dans le fracas
des armes l'humanité ne payait pas assez cher son
inconscience, — règnent la misère et la faim.
Après six mois
d'attente, rien de ce qu'un peuple opprimé, affamé,
privé de tout, — sauf de l'espoir dont il se nourrissait, —
avait naïvement espéré ne se réalise.
Certes, il y a comme raisons le conflit qui persiste, les
destructions, les impossibilités. Constater, après tout
le monde, la misère des grandes villes, le manque
d'approvisionnement, la maladie plus généralisée
que beaucoup n'osent le dire tout haut, est un lieu commun.
Contre de
tels fléaux, d'aucuns luttent — ou pour le moins s'insurgent
— spectaculairement ou silencieusement. Combien, par contre,

manquent de lucidité ou d'honnêteté pour en arriver à cette conclusion !

Comment peut-il être admis que des villes, des régions entières soient sous-alimentées, que des enfants – ces victimes des graves erreurs de leurs aînés – manquent de lait ? Cela malgré que des plans cohérents de transport aient été présentés parfois sans démagogie avec la seule pensée de l'intérêt commun. On ne devrait plus voir la majorité des secteurs de l'opinion publique demeurer passive, indifférente à l'inertie – ou à la complicité – des organismes responsables et ne pas s'insurger contre la mise sous le boisseau des mesures de justice sociale les plus élémentaires.

Le chef du gouvernement provisoire a souligné récemment « l'état où nous laisse l'abominable marée et l'étendue de l'effort de reconstruction et de renouvellement que s'impose pour de longues années la nation française ».

Mais il constate aussitôt que « malgré que beaucoup de bonnes volontés, de dévouements, de compétences soient à l'oeuvre, il persiste des méthodes et des procédés dont la lourdeur passée s'est accrue de celles qu'y ajoutaient les fausses réformes de Vichy ». Dans ces constatations nous retrouvons les nôtres propres. Mais il convient d'ajouter encore : malgré les mesures de nationalisation officiellement annoncées, malgré les « socialisations » envisagées (partis socialiste et communiste), il reste à commencer la lutte, non seulement contre les trusts – qui n'en ont pas été atteints – mais contre le capital sous toutes ses formes, que tous les bâtisseurs à la petite semaine oublient toujours d'associer à l'État.

Alors que les fameux

« consultatifs d'entreprise » ne touchent aucunement à l'autorité patronale, la nationalisation accorde à l'État un pouvoir de tous les instants. C'est aujourd'hui, après que le secteur ouvrier de la résistance, ayant rendu d'immenses services aux classes possédantes de ce pays, n'est plus, pour ces derniers, qu'un créancier qui demande à être payé, que tombe le voile hypocrite des bourgeois cocardiers et « démocrates ».

La trame de cette formidable escroquerie morale et matérielle apparaît au grand jour. Mais, en supposant même que les fameuses réformes promises aient été réalisées — ce en quoi nous n'avons jamais cru, — le problème économico-social n'était pas résolu pour cela, car l'exploitation ne faisait que changer d'aspect, mais elle n'en était pas moins réelle et dévastatrice.

La seule mesure qui s'impose pour le bien actuellement possible est la gestion de la production par les organisations syndicales ouvrières. Elle seule mettra fin au gaspillage, au favoritisme et au parasitisme, que toutes les nationalisations ou « socialisations » étatisées n'empêcheront jamais. Par voie de conséquence, dessaisissement immédiat des comités dits d'organisation — ou de ce qui en subsiste — et des organismes incapables. Suppression des prérogatives dont usent les rois du négoce, de la transaction et remise de la répartition et de la distribution aux organismes de consommateurs.

Mais de telles solutions supposent avant tout de la résolution, de la volonté chez ceux qui subissent tous les méfaits de l'exploitation. Et cette pensée qu'un peuple ne peut avoir que ce qu'il sait VOULOIR ranime en nous le souvenir de l'immortelle Commune de Paris, qui se manifesta dès le 18 mars 1871, il y a soixante-quatorze

ans. La bourgeoisie, qui s'était montrée aussi lâche avec les Prussiens que sous l'Empire, s'enfuit devant la colère du peuple de Paris. Elle fuyait, partageant avec l'ignoble Thiers le secret espoir de revenir bientôt pour l'écraser, ce peuple qui prenait, devant le monde, une éclatante conscience de lui-même.

Et pendant trois mois il a vraiment pris conscience de lui-même. Les travailleurs ont su montrer le courage, l'abnégation, le sens de l'organisation dont est capable un prolétariat décidé, bien que nos édiles considèrent la masse livrée à, elle-même comme inapte aux grandes réalisations.

Et si l'on veut parler de « résistance à l'oppression », on peut citer celle des communards comme la plus caractéristique, car ils ne s'en prenaient pas seulement à la puissance économique, mais aussi au pouvoir politique, à l'autorité de l'État. Puisse leur mémoire ramener à une plus saine compréhension de la réalité tous ceux qui se sont laissé séduire par un verbiage subtil dont usent ceux qui s'imaginent être venus au monde pour « diriger les foules » !